La Russie et le « printemps arabe »

Pol-Henry Dasseleer et Nicolas Gosset[1]

Les relations de Moscou avec les capitales arabes, de Damas à Alger, en passant par Tripoli et le Caire, sont historiques et multiformes, de nature tant économique que politique et culturelle, et s'accompagnent dans certains cas d'importants volets de coopération stratégique et militaire dont le complexe militaro-industriel et les géants énergétiques russes ne sont pas les derniers à bénéficier. Le cas de la Libye de Khadafi, considérée de longue date, avec la Syrie, comme l'allié historique de la Russie dans le monde arabe, offre à cet égard un exemple particulièrement illustratif.

Les coups de boutoir portés ces dernières semaines aux régimes tunisien, égyptien et libyen par des mouvements populaires à l'ampleur jusqu'alors inconnue dans cette partie du monde et les questions qu'ils soulèvent pour les grands équilibres internationaux et les jeux entre puissances ne manquent pas d'interpeller dans les cénacles du pouvoir russe.

À première vue, pour un observateur occidental, les révolutions arabes embarrassent Moscou par crainte d'une contagion révolutionnaire à la Russie. Cette approche, bien que très certainement prégnante dans l'esprit du Kremlin, masque cependant une réalité plus

[1] Chercheurs au Centre d'études de sécurité et défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense (IRSD). Les propos exprimés n'engagent que la responsabilité des auteurs.

complexe. Les révolutions arabes remettent en cause une norme qui était fort répandue il y a encore quelques mois. L'émergence de la Chine et de la Russie permettait de conclure au fait que la démocratie libérale et la liberté individuelle n'étaient pas des passages obligés pour une société, car les progrès économiques permettaient de s'en passer. Des régimes autoritaires tiraient donc leur légitimité de la croissance de leurs économies, plutôt que de la représentation et la garantie des libertés fondamentales des citoyens. Certes, les révolutions arabes ont des origines multiples principalement liées à des revendications de type socioéconomique, mais nous pouvons également y ajouter des données relatives à la contestation de l'ordre établi. Le facteur économique est incapable d'expliquer par lui seul ces événements. Le classement de pays comme la Tunisie ou l'Égypte dans l'index de développement humain s'est dernièrement amélioré. Des données encourageantes comme l'espérance de vie, l'éducation ou encore la croissance économique ont permis aux Nations unies d'améliorer le classement de ces deux pays. En termes de progression dans cet index, la Tunisie et l'Égypte surclassent des pays ou régions comme Hong-Kong, le Mexique ou l'Inde. Parallèlement aux progressions dans les indicateurs socioéconomiques, ces deux pays stagnent en ce qui concerne les libertés politiques et la corruption[2].

Cette remise en cause du lien de subordination dans le monde arabe est un rappel à l'ordre pour bon nombre de pays dans le monde. L'accord social tacite associant un régime autoritaire à une population bénéficiant d'une certaine redistribution socioéconomique est contesté. Les événements révolutionnaires de cette année nous montrent qu'un régime, quel qu'il soit, ne respectant pas les libertés fondamentales, peut être menacé. Nous déconstruirons dès lors la grille de lecture des autorités russes en deux parties ; les répercussions internes de cet événement ainsi que le risque de propagation à l'espace postsoviétique.

Répercussions internes

Le contexte sociopolitique russe et arabe étant très différent, la comparaison doit s'effectuer avec la plus grande prudence. La légitimité des autorités russes dépend des prix internationaux des hydrocarbures ainsi que de la popularité d'un seul homme, Vladimir Poutine[3]. Les deux piliers de la légitimité du régime sont donc instables. Premièrement, Moscou ne contrôle que très partiellement les prix internationaux du gaz et du pétrole, et ce même si ceux-ci ont une influence capitale sur le niveau de vie des citoyens russes. Deuxièmement, la popularité de Vladimir Poutine a dernièrement pâti d'événements sécuritaires internes à la Russie. Tirant historiquement sa légitimité de sa capacité à remettre de l'ordre dans le pays, le Premier ministre russe doit actuellement affronter des remises en question de sa politique, notamment en ce qui concerne sa gestion de la menace terroriste dans les grandes villes. La légitimité du régime russe est donc fortement dépendante du contexte économique et sécuritaire interne. Les événements déstabilisant comme des attentats terroristes ou des crises socioéconomiques sont susceptibles de remettre en cause la subordination de la société civile russe à l'élite politique au pouvoir. La transposition du « Printemps arabe » à la société russe doit

[2] Dani RODRIK, « The Poverty of Dictatorship », *The Moscow Times*, 16 février 2011.
[3] Fiona HILL, « How Russia and China See the Egyptian Revolution », *Foreign Policy*, 15 février 2011.

cependant être relativisée. Bien qu'un grand nombre de citoyens russes fassent au quotidien l'expérience amère du déni de démocratie et de privation de leurs droits constitutionnels, dont celui à décider librement du changement de leurs gouvernants, ils sont tout aussi nombreux, contrairement au citoyen tunisien ou égyptien lambda, à avoir le sentiment que leur vie s'est sensiblement améliorée au cours de la décennie écoulée.

La structure de la révolution arabe a également toute son importance pour la Russie. Que ce soit à Tunis ou au Caire, les mouvements de protestation ne se sont pas fédérés autour d'une figure ou d'un mouvement préalablement organisé. Un jeune activiste démocrate russe, Roman Dobrokhotov, a réalisé une comparaison sur les situations russe et égyptienne qui nous éclaire sur le point de vue des mouvements contestataires en Russie : « *Le scénario égyptien détruit le dernier mythe de ceux qui s'opposent aux changementsen Russie, à savoir qu'il n'existe pas dans ce pays de leader fort, d'alternatives que la population suivrait. Qui remplacerait Poutine ? Qui remplacerait Moubarak ? Ces questions doivent trouver réponses une fois que les dictateurs auront été renversés* (…)[4] ». Il y a encore quelques mois, nous pouvions considérer qu'un processus révolutionnaire était improbable dans le monde arabe. Cette norme du statu quo permit à tous les dirigeants occidentaux de recevoir les leaders de régimes autoritaires au nom de la *Realpolitik* et du *containment* de l'islamisme. D'un point de vue extérieur, les populations arabes ne pouvaient par nature entamer seules un processus de contestation. Cette région du monde n'avait pas de tradition révolutionnaire. Cette norme est le facteur essentiel expliquant pourquoi les puissances occidentales ont été prises de court par ces événements. Ce processus cognitif est également présent dans l'analyse occidentale de la Russie. Ce pays, malgré une histoire révolutionnaire avérée et une pensée libérale développée, ne dispose pas dans le consensus international, des relais populaires permettant l'émergence de la contestation[5]. La réalité est tout autre et les dirigeants russes en ont conscience.

Les déclarations et non-dits des autorités russes révèlent un malaise par rapport à ces événements révolutionnaires. L'analyse et le discours de l'exécutif russe tirent leurs racines des révolutions de couleurs. Le discours de Dmitri Medvedev le 22 février 2011 résume le point de vue des autorités en ce qui concerne les mouvements de contestation. L'Occident est dans tous les esprits sans néanmoins être nommé explicitement : « *Affrontons la réalité. Ils ont préparé ce scénario pour nous et ils tentent maintenant de l'appliquer avec plus de force* ». Selon cette optique, les puissances occidentales sont présentes derrière toutes les révolutions populaires. Pour ne prendre qu'un exemple, le Vice-Premier ministre, Igor Sechin, a publiquement déclaré que Google était la force se cachant derrière la révolution égyptienne[6]. Dans l'argumentation russe, l'Occident est toujours l'ennemi utile pour l'argumentaire des conservateurs. La réaction initiale des pays occidentaux montre que cette logique est loin d'être évidente. Cependant, l'exécutif russe use et abuse de la relation qui l'oppose historiquement aux Européens et Américains pour négliger les demandes de réformes issues de la société civile. La

[4] Victor DAVIDOFF, « Egypt's Lessons for Russia », *The Moscow Times*, 14 février 2011.
[5] Anders ASLUND, « What Russia Can Learn From Tunisia and Egypt », *The Moscow Times*, 24 février 2011.
[6] Nabi ABDULLAEV, « Kremlin Sees Peril in Arab Unrest », *The Moscow Times*, 24 février 2011.

contestation de l'autorité est toujours considérée en Russie comme ne pouvant être que relais de forces extérieures, dans la droite ligne de la perception russe des événements qui avaient conduit entre 2003 et 2005 à la vague des changements de leadership dans l'espace postsoviétique.

Propagation à l'espace postsoviétique ?

Dans la quasi-totalité des anciennes républiques soviétiques, l'espace politique demeure en effet verrouillé par des régimes autoritaires dont le système de succession ne laisse que très peu de place à la volonté populaire. Dans bien des cas, les méthodes de gouvernement des élites au pouvoir ressemblent à s'y méprendre à celles de leurs homologues arabes. La politique étrangère russe considérant comme primordiale la stabilité de son étranger proche, il n'est pas étonnant de constater le malaise actuel des autorités russes face à un risque de contagion aux pays d'Asie centrale et du Caucase (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan). Le malaise russe est d'autant plus grand que certaines républiques ex-soviétiques ont déjà vu se produire dans le cadre des « révolutions de couleur » des changements de leadership jusqu'alors amis dont les effets se sont révélés problématiques à gérer pour le Kremlin (cf. Guerre des Cinq jours en Géorgie, crise gazière en Ukraine, affaire des bases militaires en Kirghizie). Sous des apparences convenues de stabilité, l'hypothèse d'un mouvement de désobéissance civile à l'égyptienne, prélude à une contestation plus large, ne peut être totalement écartée, notamment en Ouzbékistan et au Tadjikistan, où les scénarios de succession au pouvoir apparaissent des plus problématiques. Nombreuses sont en effet les caractéristiques peu enviables partagées par les régimes arabes et centrasiatiques : concentration extrême des pouvoirs, bureaucratie corrompue, omnipotence des services de sécurité, répression des forces d'opposition et argument du rempart à l'islamisme sont autant de traits communs aux systèmes en place du Maghreb aux steppes d'Asie centrale.

Dans le même temps, pauvreté, chômage ou sous-emploi atteignent des niveaux record, notamment dans les campagnes, où beaucoup survivent dans des conditions souvent encore plus dégradées que celles rencontrées au sud de la Méditerranée. S'il leur était besoin d'une piqûre de rappel, le « Printemps arabe » envoie un signal clair aux autocrates d'Asie centrale qui, depuis des années, s'appuient sur l'apathie prétendue de leurs populations et l'épouvantail de la menace fondamentaliste pour asseoir leur emprise au pouvoir. Les scénarios égyptien et tunisien montrent combien la docilité de façade de populations prétendument apathiques peut rapidement se transformer en révolte. Sans doute à Astana, Bakou, Douchanbe ou Tachkent, on ne manque pas de dresser les parallèles. Et de fait, ils apparaissent particulièrement significatifs. Quelles que soient les déclarations publiques des dirigeants d'Asie centrale, et l'indispensable prise en compte des trajectoires historiques, sociales, politiques et culturelles qui font de la grande région centrasiatique tout sauf une simple excroissance du monde arabe aux marges méridionales de la Russie, ils ne peuvent pas ne pas s'interroger sur les raisons profondes de ces événements.

Conclusion

Les leçons historiques du « Printemps arabe » ne sont pas encore connues. Il nous faudra encore du recul pour analyser l'importance globale de ces événements. D'un point de vue opérationnel, nous pouvons toutefois constater le malaise russe vis-à-vis des changements en cours dans cette partie du monde. Ces derniers déstabilisent la grille de lecture russe des équilibres globaux. Moscou ne considère néanmoins pas pour l'heure les révoltes arabes comme des chocs normatifs susceptibles de remettre en cause le respect de la souveraineté des régimes autoritaires de par le monde. Le fait que la Russie, après s'être abstenue lors du vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité donnant le feu vert à une intervention militaire en Libye, se soit montrée des plus critiques quant aux opérations des forces de la coalition montre à quel point ce pays est attaché au statu quo. Si la position officielle russe de « neutralité active » rappelle les actions de l'Union soviétique pendant la première guerre du Golfe, l'opération en Libye a également suscité des controverses au sein même du gouvernement russe et provoqué un désaccord flagrant entre le Président Medvedev et Vladimir Poutine. Tout en appelant à la fin rapide des opérations, le Président russe a en effet critiqué, sans mentionner de nom, son Premier ministre pour avoir prononcé des propos comparant l'intervention des forces de la coalition en Libye à une « croisade », estimant qu'il s'agissait là d'un « *qualificatif inacceptable* » et qu'il « *fallait agir avec plus de tact lorsqu'il était question d'évaluations sur ce sujet* ». C'est la première fois qu'une divergence de vues aussi évidente est exposée entre Medvedev et Poutine, et ce, en amont des élections présidentielles de 2012. Selon la presse russe, l'opération militaire en Libye pourrait traîner en longueur. Les experts se demandent à qui profite la résolution onusienne.